



Rassemblement le mercredi 28 juin à 18h30, place de la République à Orléans.

Pour réaffirmer notre opposition à la loi de programmation militaire, déjà votée par le Parlement, qui :

- organise la militarisation de notre pays**
- détourne les budgets sociaux et ceux pour l'Ecole !**

La Loi de Programmation Militaire 2024-2030 arrive devant le Sénat pour être discutée les 27, 28 et 29 juin (peut-être aussi le 30 juin) et elle a déjà été adoptée par l'Assemblée nationale.

Renforcement de la dissuasion nucléaire et du renseignement militaire, investissements dans les défenses cyber, sol-air, spatiale et maritime, nouveaux armements, objectif de 105 000 réservistes... Le projet de loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 prévoit 413 milliards d'euros de dépenses sur sept ans afin de "transformer" les armées.

Le gouvernement justifie l'effort budgétaire par la dégradation du contexte géopolitique, marqué par la guerre en Ukraine, par l'émergence de nouvelles menaces (terrorisme notamment en Afrique, prolifération nucléaire de la Corée du Nord et de l'Iran, guerre sous voûte nucléaire de la Russie, menaces hybrides en particulier dans les outre-mer...) et par "les sauts technologiques" (dans les domaines de la robotique, des drones, et bientôt de la technologie quantique et de l'intelligence artificielle).

La cible en effectifs du ministère des armées est fixée à 275 000 à l'horizon 2030. Quant aux volontaires, l'objectif est d'atteindre 105 000 réservistes au plus tard en 2035, soit un militaire de réserve pour deux militaires d'active.

La programmation militaire n'inclut pas les moyens dédiés au soutien militaire à l'Ukraine qui seront financés par ailleurs.

La nouvelle est tombée : le SNU sera mis en place sur le temps scolaire dès mars 2024 pour les élèves de seconde. Après avoir reculé en mars dernier sur la généralisation du SNU en pleine réforme des retraites, repoussant l'échéance à 2026 par peur d'un embrasement de la jeunesse c'est un sérieux pas en avant que le gouvernement a enclenché ce jeudi vers la généralisation de son stage pour discipliner la jeunesse.

Dans cette nouvelle « formule » des séjours de douze jours sur le temps scolaire seront proposés dans « le cadre d'un projet pédagogique de classe » dans les lycées volontaires. Ces « projets consistent à proposer aux enseignants de partir avec leur classe de seconde, encadrés par d'anciens militaires et des personnels défrayés par le gouvernement. Si les lycéens concernés peuvent refuser de participer « un peu comme pour un voyage scolaire » comme le dit la ministre, dans les faits, cette nouvelle formule du SNU va exercer une pression beaucoup plus importante sur les élèves pour les pousser à réaliser ce stage.

NON AU SNU NON A L'ENDOCTRINEMENT DE LA JEUNESSE !

Marche des fiertés LGBT+ à Paris : « Nous ne sommes pas fièrEs, nous sommes en colère »

Des dizaines de milliers de personnes ont participé samedi à Paris à la marche des fiertés. Pour cette édition, les organisateurs ont tenu à dénoncer le regain des violences homophobes et transphobes, alors que six jeunes ont été arrêtés pour s'en être pris à une jeune femme qui se rendait à la manifestation.

Le dernier **rapport de SOS Homophobie**, publié en mai, pointait une augmentation globale des actes de haine à l'égard des LGBT+ avec une agression physique tous les deux jours en 2022, soit une augmentation de 28% par rapport à 2021. Il y a dix ans, **la France ouvrait le mariage et l'adoption aux couples de même sexe**, depuis 2022, les thérapies de conversion sont interdites et depuis 2021, l'accès à la PMA (procréation médicale assistée) est ouvert à toutes. Mais les militants dénoncent le peu d'avancées concernant les droits des personnes transgenres. Les trans n'ont pas accès à la PMA. La loi de 2016 sur le changement d'état civil « *au rabais* », où la justice a encore son mot à dire, et des enfants intersexes toujours soumis à des opérations précoces. « *Le refus de mettre en place des lois d'inclusion débouche sur de la violence quotidienne* ».

Nous sommes très inquiétEs face à une montée des discours LGBTphobes venus de groupes réactionnaires proches de l'extrême droite et de l'extrême droite elle-même. Le gouvernement est responsable, en ne s'y opposant pas et laisse se banaliser des discours qui peuvent légitimer pour certains les passages à l'acte.. Il y a aussi des militantes terf, ces féministes radicales controversées qui veulent exclure les personnes trans des luttes pour les droits des femmes, et qui ont été reçues par des ministres du gouvernement.

Éric Zemmour en Sologne : Une contremanifestation face au fascisme !

Le village de Pierrefitte-sur-Sauldre, en Sologne, accueille la Fête de la violette, de Guillaume Peltier (Reconquête!), samedi 24 juin, où sont attendus Éric Zemmour et Marion Maréchal. 150 opposants à l'extrême droite sont également présents.

Depuis ce samedi matin, le joli bourg de Pierrefitte-sur-Sauldre a des allures de camp retranché avec de nombreux gendarmes qui contrôlent tous les véhicules en direction de la place de l'Église.

Une soixantaine de personnes étaient réunies pacifiquement, vers 10 h 30, dans le centre du bourg où des banderoles étaient déployées pour protester contre la venue d'Éric Zemmour et Marion Maréchal dans une ferme voisine, à l'occasion de la Fête de la violette lancée en 2013 par l'ancien député LR Guillaume Peltier, aujourd'hui vice-président du parti Reconquête!.

Après l'arrivée d'un car venu d'Orléans, après quatre heures de route et cinq contrôles, raconte un militant NPA, les manifestants étaient entre 140 et 150 en toute fin de matinée.

- Rassemblement le 28 juin à 17h30 devant la Préfecture pour protester contre la dissolution des Soulèvements de la Terre et pour la justice sociale, climatique et la démocratie (à l'appel d'ATTAC45, NPA45,...)